

DL Les maires ruraux au cœur des défis d'aujourd'hui : numériques, énergétiques, sociaux économiques...

Gilles MERGNAT - 07 mars 2023 à 21:29 - Temps de lecture : 3 min

🗨️ | 📄 | Vu 177 fois



Samedi 4 mars, la salle polyvalente du château de Villy, à Contamine-sur-Arve, résonnait de la présence des nombreux maires des communes du département qui avaient répondu à l'invitation de Christophe Fournier, président de l'association des maires ruraux de la Haute-Savoie.



En préambule, celui-ci invitait l'assemblée à respecter une minute de silence en hommage à Stéphane Pépin, le maire de Scionzier décédé récemment suite à un accident à son domicile : « Notre association apporte à sa famille, ses proches et son conseil municipal un soutien total »

■ « Les élus n'ont jamais été confrontés à autant d'attentes et de bouleversements »

Sylviane Noël, secrétaire générale de l'association, a fait une rétrospective à mi-parcours sur le mandat en cours, auquel rien n'aura été épargné : covid, gestion sanitaire, organisation chaotique des élections et aujourd'hui choc inflationniste et guerre en Ukraine. La sénatrice s'est livrée à une charge en règle contre l'État : « Ce contexte difficile a amené 910 maires à démissionner. Les élus n'ont jamais été confrontés à autant d'attentes et de bouleversements alors que leur pouvoir d'agir est entravé par une perte de pouvoirs financiers. En outre, l'État revient à nouveau à la charge avec la



suppression d'un nouvel impôt local, la CVAE, impôt qui ne lui appartient pas... La taxe d'habitation a déjà été supprimée, mais le pays n'a jamais connu autant d'impôts... »



Autre domaine crucial sur lequel la sénatrice a mis un éclairage particulier : celui des indemnités de déplacement des infirmières libérales qui subissent une diminution de leurs revenus en raison de la baisse de leurs indemnités kilométriques, ce qui aboutit régulièrement au renoncement de la prise en charge de certains patients pour raison d'éloignement. Les conseils municipaux ont donc été invités à proposer une motion visant à alerter la CPAM et le préfet sur les conséquences dramatiques en milieu rural de cette décision.

■ Un féminicide sur deux se produit en région rurale

Sabrina Ancel, maire de Saint-Jean-de-Tholome, a ensuite abordé la problématique des violences intrafamiliales. À sa question « Parmi vous, qui a déjà eu affaire à ce type de situation ? », c'est une majorité des membres de l'assemblée qui lèvera la main... « Un sondage récent révèle qu'un féminicide sur deux se produit en région rurale. Comment réagir ? Le Réseau élu rural relais de l'égalité (ERRE), pour lequel je suis référente départementale, propose de désigner au sein de chaque conseil municipal un élu référent qui sera formé et accompagné pour affronter ce type de problématique. Il sera reconnu comme point d'entrée aussi bien pour les victimes que pour les témoins ».



Les communes rurales étant au cœur du défi énergétiques, il s'est révélé essentiel de refaire une présentation du Syane 74 (syndicat des énergies et du numérique) et de ses nouvelles vocations : déploiement fibre certes, mais au-delà de ça, l'accompagnement sur les réseaux de chaleur et le retour au conseiller énergie pour bâtir les stratégies adaptées.

Autre dossier suscitant beaucoup d'interrogations, celui du ZAN (zéro artificialisation nette) sur lequel l'État reconnaît que l'application sur le terrain s'avère parfois compliquée et nécessite la réécriture d'une partie des mesures, ce qui nourrit encore des débats actuellement dans les deux assemblées. « Même si ce n'est pas une compétence départementale » Martial Saddier, président du conseil départemental, a expliqué que l'aide aux communes fera partie de ses priorités : « Je veux placer ce mandat sous deux marqueurs : celui de l'éducation et des collèges et celui de l'eau et l'assainissement dont les budgets ont été doublés ; deux orientations primordiales et stratégiques pour un avenir à court terme ».

Politique

Contamine-sur-Arve

